

N°DBCA-2023-030

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE VERSEMENT DE L'INDEMNITE DE SUBSTITUTION
VERSEE AU SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS, EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 6312-18 DU
CODE DE LA SANTE PUBLIQUE**

Le 11 mai 2023, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 26 avril 2023, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2ème Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3ème Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5ème membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1er Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1424-2, L.1424-3, L.1424-4, L.1424-7, L.1424-42, R.1424-30, R.1424-38, R.1424-42, R.1424-43, R.1424-44, R.1424-45 et R.1424-47,*
- *l'arrêté du préfet de la Seine Maritime en date du 31 janvier 2023 portant approbation du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques,*
- *l'arrêté du préfet de la Seine-Maritime en date du 31 décembre 2019 portant approbation du Règlement opérationnel,*
- *une instruction en date du 19 avril 2023 est venue compléter l'instruction interministérielle n° DGOS/R2/DSS/DGSCGC/2022/144 du 13 mai 2022 relative à la mise en œuvre de la réforme des transports sanitaires urgents et de la participation des entreprises de transports sanitaires au service de garde,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

La réforme de la garde et des transports sanitaires urgents vise à réorganiser la réponse des entreprises de transport sanitaire privées aux demandes de transport sanitaire urgent du service d'aide médicale d'urgence (SAMU) dans le cadre de l'aide médicale urgente (AMU).

L'objectif national est de mieux les solliciter pour assurer aux SAMU des effecteurs facilement mobilisables au profit des patients et limiter les carences pesant sur les services d'incendie et de secours (SIS) dans certains territoires.

Une instruction en date du 19 avril 2023 est venue compléter l'instruction interministérielle n° DGOS/R2/DSS/DGSCGC/2022/144 du 13 mai 2022 relative à la mise en œuvre de la réforme des transports sanitaires urgents et de la participation des entreprises de transport sanitaire au service de garde en y précisant deux dispositifs créés par cette réforme dont la convention relative à l'indemnité de substitution versée au service d'incendie et de secours, en application de l'article R. 6312-18 du code de la santé publique pour laquelle un modèle a été élaboré (annexe).

Le projet de convention relative à l'indemnité de substitution détaille les indemnités que percevra par le Sdis 76 dans le cadre de la couverture de la garde ambulancière départementale établie dans le cahier des charges validé en juin 2022.

Aussi, il vous est proposé d'approuver le projet de convention pris en application de cette instruction pour le Sdis 76 et l'ARS Normandie et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en sera la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20230511-DBCA-2023-030-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/05/2023

Affichage : 15/05/2023

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 15/05/2023

Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER